

**Roger Martelli, *Pour en finir avec le totalitarisme*, La ville brûle, 2012, 159 p.**

La notion de totalitarisme est profondément ambiguë. Elle a traversé le XX<sup>e</sup> siècle en trouvant place dans pratiquement tous les courants de pensée, du fascisme au marxisme, et en prenant à chaque fois des significations différentes. Comme toutes les notions de notre lexique politique, elle a une histoire, mais la sienne est faite d'usages contradictoires, voire antinomiques. Peu de mots sont aussi diffus dans les médias et dans les sciences sociales, peu se prêtent autant à confusion. Au cours de ces deux dernières décennies, le « totalitarisme » est réapparu avec force dans nos débats politiques, il est même entré dans les manuels scolaires et dans les programmes d'enseignement. Ce retour n'est pas innocent, car il est le miroir d'une époque de restauration. « Totalitarisme » est devenu une vaste métaphore qui désigne tous les horreurs du siècle passé, ses violences et ses génocides, Hitler et Staline, et légitime ainsi, par contraste, la démocratie libérale et le capitalisme comme des modèles sans alternative.

Ce nouveau livre de Roger Martelli prend à bras-le-corps tout ce débat, en se fixant un double objectif : d'un côté, « en finir » avec un concept ambigu, objet de tant de malentendus et d'instrumentalisations idéologiques ; de l'autre, poser les jalons pour une interprétation critique du XX<sup>e</sup> siècle, sans refoulements, en reconnaissant que « la tentation totalitaire » a été une de ses dimensions. Il reconstitue de façon efficace un siècle de controverses idéologiques et nous donne quelques clefs pour comprendre la fortune de ce concept né dans la période de l'entre-deux-guerres. Fascisme et communisme sont deux idéologies et deux régimes radicalement antinomiques, comme l'ont montré les conflits qui déchirent l'Europe entre 1914 et 1945, mais ils trouvent tous deux leurs origines dans la Grande Guerre. Tous deux dessinent une alternative au libéralisme, perçu comme le principal responsable de la crise économique et politique du vieux monde, tous deux intériorisent dans leur projet la violence engendrée par la guerre. Le fascisme fait de la violence un de ses piliers philosophiques, le communisme pense la révolution selon un paradigme militaire. Le premier rejette la démocratie, le second s'attaque au capitalisme.

Certaines analyses de Martelli pourraient être nuancées. S'il a raison de souligner le caractère éclectique de l'idéologie fasciste — l'idéologie de mouvements et de régimes qui ont inventé l'esthétisation de la politique, pour lesquels le style et la parole ont toujours compté davantage que la pensée et l'écrit —, il va sans doute un peu vite en la réduisant à une « juxtaposition de refus » et à l'absence d'un « corpus homogène et solide ». Il n'est pas nécessaire de se laisser aveugler par le mythe de la « révolution fasciste » pour reconnaître que, parmi ses partisans, on trouve certains des principaux philosophes du XX<sup>e</sup> siècle, de Giovanni Gentile à Martin Heidegger et Carl Schmitt. D'autres observations de Martelli sont en revanche particulièrement éclairantes. Il a raison de constater que la relation entre bolchevisme et stalinisme est faite de rupture et, en même temps, de continuité. Il y a rupture entre le pouvoir révolutionnaire et le pouvoir bureaucratique, une rupture symboliquement marquée par la liquidation physique d'une génération pendant les procès de Moscou de 1936-1938. Il y a continuité dans l'histoire d'un régime qui trouve sa matrice dans la révolution de 1917 et dont l'autoritarisme s'impose comme méthode de gouvernement dès les années de la guerre civile. Le stalinisme, explique Martelli, s'enracine dans une « propédeutique de la libération par la médiation du parti unique » qui remonte au début des années 1920 et s'inspire de la conception léniniste du « parti démiurge », intellectuel collectif détenteur du savoir lui permettant d'éclairer les masses.

Historiciser le communisme et le fascisme, cependant, ne suffit pas. Toute tentative de compréhension du siècle passé implique d'historiciser aussi le libéralisme, en refusant la mythologie contemporaine qui nous le présente comme une sorte d'idéal intemporel, en le projetant rétrospectivement sur deux siècles d'histoire. Or, le libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle était opposé au suffrage universel et foncièrement antidémocratique ; celui de la première moitié du XX<sup>e</sup>, était identifié par ses contemporains à un ordre politique englouti par la Grande Guerre et à un système économique — le laissez-faire — qui n'avait plus raison d'être dans un monde secoué par la crise de 1929. La crise du libéralisme a fait le lit des fascismes et beaucoup de libéraux de l'époque ont pensé pouvoir trouver un compromis avec les régimes de Mussolini, Hitler et Franco. La démocratie libérale de l'après-guerre, précise à juste titre Martelli, n'est pas celle rêvée par les pères fondateurs de ce courant de pensée, mais celle qui a été inventée par « l'antifascisme des années 1930, et donc [par] l'alliance des démocrates et des communistes ». Loin de se fonder sur le culte du marché, cette démocratie libérale était « furieusement matinée d'État-Providence ». C'est précisément cette dialectique de l'histoire que le revival « antitotalitaire » de ces deux dernières décennies a consciemment ignoré. À contre-courant de cette doxa douteuse, cette intervention critique de Martelli est tout à fait salutaire.